

Libération

4-5 avril 2014

BOUBACAR BORIS DIOP

Murambi, le livre des ossements

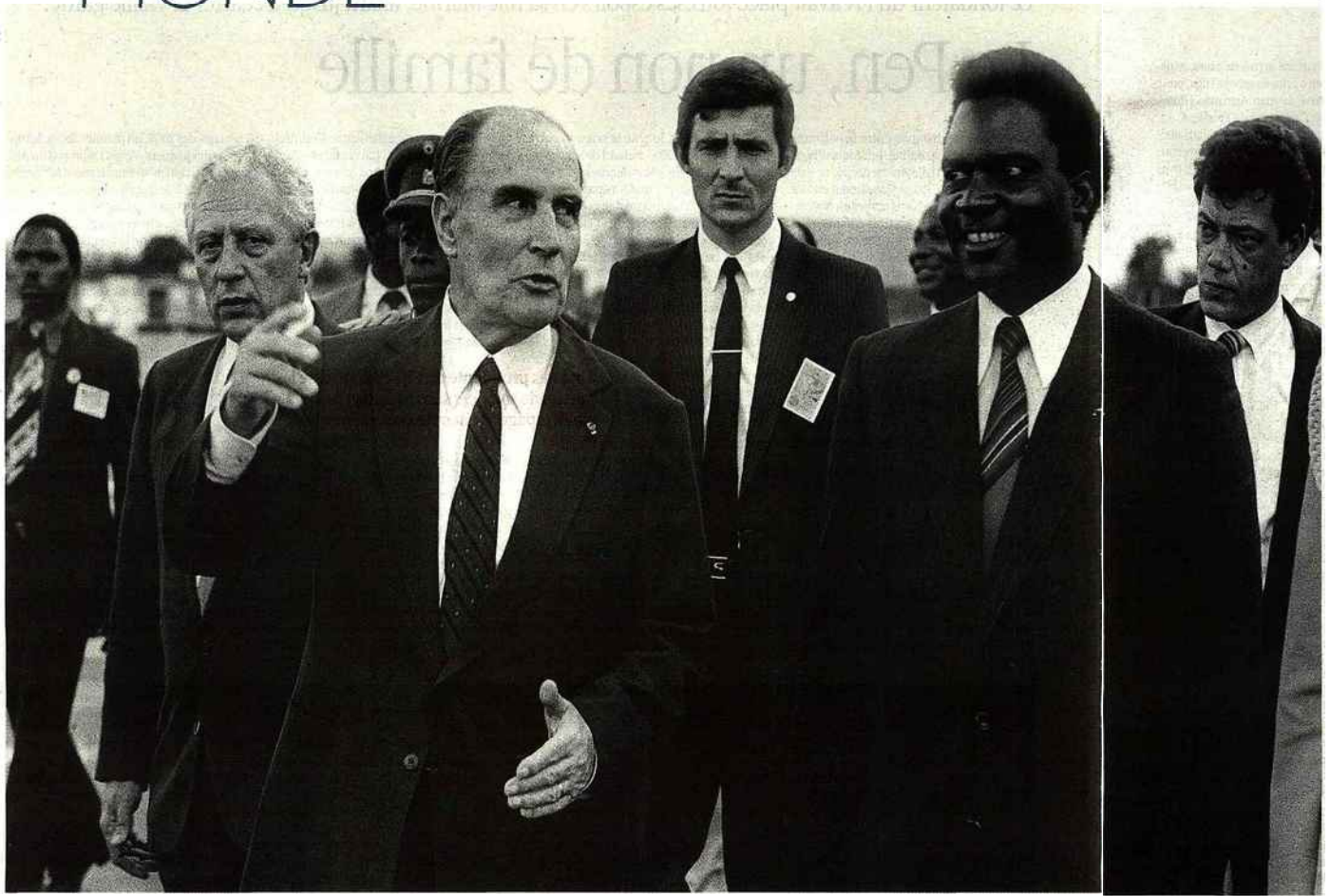
Zulma, 220 pp., 8,95 €.



Un roman enquête du grand écrivain sénégalais venu au Rwanda pour comprendre comment le génocide a été possible et qui le raconte au travers de personnages, comme Jessica la rescapée, Cornelius l'émigré tutsi qui revient au pays, ou Faustin membre des milices du pouvoir hutu. **M.S.**



MONDE



Le président François Mitterrand et le président rwandais Juvénal Habyarimana, à Kigali, le 10 décembre 1984. L'assassinat de ce dernier, le 6 avril 1994, entraînera le génocide tutsi. PHOTO GEORGES

GOBET/AFP

Rwanda: Paris ouvre les archives du génocide

L'Élysée a annoncé mardi soir la déclassification de documents datant de 1990 à 1995 sur le rôle de la France dans la tragédie.



Par **MARIA MALAGARDIS**

« **C**e qui est arrivé au Rwanda est, que cela plaise ou non, un moment de l'histoire de France au XX^e siècle », souli-

DÉCRYPTAGE

gnait l'écrivain sénégalais Bouba-car Boris Diop dans *Murambi, le livre des ossements*, l'un des romans les plus poignants jamais écrits sur le génocide des Tutsis du Rwanda, en 1994. Trois mois de massacres et près d'un million de victimes : le dernier génocide du XX^e siècle n'est pas seulement une tragédie lointaine, un drame entre Africains.

Car dès le début des années 90 et la montée des périls, la France fut le meilleur allié du régime qui va conduire au génocide. Jusqu'à quel point Paris s'est-il englué dans le « mauvais camp » ? Les fantômes finissent toujours par sortir du placard. Reste à savoir lesquels sortiront des cartons d'archives dont l'Elysée a annoncé mardi la déclassification. Une démarche qui devrait être suivie par celle des archives du Quai d'Orsay et du ministère de la Défense. Dans l'immédiat, cette annonce surprise pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses

LA FRANCE A-T-ELLE ENCORE QUELQUE CHOSE À CACHER SUR SON RÔLE AVANT ET PENDANT LE GÉNOCIDE

AU RWANDA ?

Petite anecdote significative : il y a quelques semaines, lorsque l'Ecpad, l'agence d'images du ministère de la Défense, décide de diffuser des images sur les interventions militaires au Rwanda pendant les années 90 pour un colloque anodin, la Direction du renseignement militaire (DRM) exige de visionner en priorité les images diffusées. Uniquement celles sur le Rwanda. Preuve que plus de vingt ans après, le sujet reste sensible. Depuis 1994, nombreux sont les journalistes et historiens qui se sont efforcés de retracer la genèse des liaisons dangereuses entre Paris et le régime du président Juvénal Habyarimana. Lequel va progressivement s'engager dans une logique d'extermination de la minorité tutsie. L'implication française, militairement et politiquement, aux côtés d'un régime raciste est désormais un secret de Polichinelle. De nombreux ouvrages de référence publiés au lendemain du génocide en font état, et dès 1994, une journaliste belge, Colette Braeckman, accuse la France d'être impliquée dans l'assassinat du président rwandais (« sacrifié » car vraisemblablement jugé trop « tiède » par les extrémistes de son camp). Or, c'est cet attentat qui donne le signal du début des tueries.

REPÈRES



Le 6 avril 1994, l'avion du président rwandais Habyarimana, un Hutu soutenu par la France, est abattu à Kigali et le chef de l'Etat tué. Dès le lendemain, les massacres de Tutsis commencent. Ils dureront jusqu'en juillet, lorsque le Front patriotique rwandais s'empare de Kigali.

800 000

tel est, selon l'ONU, le nombre de Tutsis et de Hutus modérés tués en trois mois au Rwanda.

«Peut-être cela va-t-il finalement rendre accessible ce qui se passait alors et éclaircir les nombreux points noirs ou gris laissés en suspens. On espère [...] que la déclassification sera totale.»

Johnston Busingye
ministre rwandais
de la Justice



QUE PEUVENT RÉVÉLER CES ARCHIVES ?

Reste qu'il n'est pas certain que la déclassification des archives de l'Élysée permette de découvrir «le document miracle qui va révéler du neuf», selon les termes de l'historien Jean-Pierre Chrétien. «Un historien est toujours content d'avoir accès à des archives. Donc c'est une bonne nouvelle ! Mais il faut se méfier des fausses nouvelles», explique-t-il. Comme si on faisait semblant de se poser encore la question de l'implication française, alors que depuis la mission parlementaire de 1998, il a été reconnu officiellement que la France a au minimum fait preuve d'aveuglement. «On veut nous faire croire qu'il y a encore un mystère alors que tout le monde sait que la France était du côté des génocidaires», renchérit le journaliste Jean-François Dupaquier, auteur de l'un des meilleurs ouvrages sur la désinformation et l'implication française dans cette tragédie (1). Cet enquêteur chevronné aimerait, lui, savoir à quel moment la France glisse réellement vers «le consentement à un possible génocide et accepte l'hypothèse de l'inéluctable». Jean-Pierre Chrétien, lui, s'intéresse plus particulièrement au premier mois du génocide, lorsque la France continue à nier le caractère génocidaire des massacres (à sa décharge, elle n'est pas la seule) et rencontre même les représentants d'un gouvernement génocidaire (Paris est bien la seule capitale à avoir accepté de les recevoir). «Pour ma part, je croirai à la validité de ces archives si on y retrouve le compte rendu de la réunion à l'Élysée du 30 juin 1994. Lorsqu'on m'a donné l'ordre d'aller porter secours à l'armée génocidaire. Avant que cet ordre soit démenti dans la nuit», estime pour sa part Guillaume Ancel, un ancien officier envoyé au Rwanda pendant l'opération Turquoise et qui a fini par dénoncer cette opération en principe «humanitaire» mais qui semblait, au départ, vouloir surtout sauver un régime génocidaire aux abois. Parmi les anciens militaires, il est bien l'un des rares à avoir osé briser l'omertà sur le rôle trouble de la France au Rwanda.

QUI A INTÉRÊT À NE PAS FAIRE RESURGIR CE PASSÉ ?

L'annonce de la déclassification a surpris beaucoup d'historiens et de spécialistes, même parmi ceux qui militaient pour rendre les archives enfin accessibles. Du côté de l'Élysée, on fait valoir que la décision a été prise il y a un an par le président de la République «dans un souci de transparence et de

travail de mémoire». «Mais cette déclassification s'est-elle faite sans filtre ? Elle ne concerne qu'une centaine de pièces», minimise Jean-François Dupaquier, pour lequel il s'agit avant tout d'un «coup politique». Reste que le sujet est tellement sensible en France qu'il ne manquera pas d'y avoir des mécontents, lesquels se trouvent aussi au Parti socialiste, qui était au pouvoir en 1994. Mais le spectre de ceux qui refusent toute implication française est bien plus large. «Depuis vingt ans, on assiste à un tir de barrage inouï rassemblant des gens très différents, mais tous soudés par une même idéologie souverainiste, qui prétendent défendre l'honneur de la France», rappelle Jean-Pierre Chrétien, qui s'étonne que même la Fondation Jean-Jaurès se contente des analyses d'un historien spécialiste de l'Angleterre du XIX^e siècle pour ses notes sur le Rwanda, dont les thèses sont souvent proches des anciens militaires de l'opération Turquoise, porte-drapeau du combat pour défendre «l'honneur bafoué de la France».

QUE CHERCHAIT LA FRANCE AU RWANDA ?

Les archives ne répondront peut-être pas à cette question. Mais c'est finalement celle sur laquelle repose in fine la crédibilité d'une implication française. Car qu'allait donc faire la France dans ce bourbier ? Le Rwanda, petit pays pauvre et agricole, n'avait aucune ressource géostratégique. C'est a priori tellement incompréhensible que toute compromission française paraît du coup absurde. «On a avancé plusieurs arguments depuis 1994. Il y a le calcul un peu glauque qui consisterait à y voir un refus de céder du terrain aux Anglo-Saxons en Afrique, puisque les rebelles tutsis qui, depuis 1990, s'opposaient à Habyarimana avaient souvent été élevés en exil dans les pays anglophones de la région. D'autres y ont vu l'influence prépondérante de militaires un peu belliqueux et comme toujours très présents sur les terrains africains», explique Jean-Pierre Chrétien, soulignant : «Mais, au fond, il s'agit surtout d'un mépris de l'Afrique. C'est la fameuse phrase de Mitterrand : "Un génocide dans ces pays-là n'a pas la même importance." On a refusé de voir jusqu'au bout qu'en Afrique, il n'y avait pas que des histoires de tribus mais de vrais extrémistes capables non seulement d'élaborer une politique d'extermination «à l'occidentale», mais aussi de convaincre leurs partenaires, en l'occurrence la France, que cette solution finale était inéluctable.»

(1) «Politiques, militaires et mercenaires français au Rwanda», de Jean-François Dupaquier, Karthala, 2014.

Jeudi 27 mars 2014

SÉLECTION

« Un miracle »

Avec ce livre, Boubacar Boris Diop a réalisé un véritable travail de mémoire. Toni Morrison l'a loué : « *Ce roman est un miracle. Il confirme ma certitude qu'après un génocide seul l'art peut essayer de redonner du sens. Avec Murambi, Boubacar Boris nous offre un roman puissant, terrible et beau.* » Le travail de l'écrivain n'est pas sans rappeler celui de Jean Hatzfeld, surtout dans la première partie, où les chapitres portent le nom des témoins : Michel Serumundo, Faustin Gasana (membre d'Interahamwe, milice hutue), Jessica. Idem dans la troisième partie, simplement intitulée « Génocide », où l'on retrouve d'autres témoignages. Parfois, ces hommes et ces femmes se sont croisés. Certains ont cherché à oublier, puis sont revenus des années plus tard. Dès la première page, l'écriture de Boubacar Boris Diop emporte le lecteur au cœur du génocide. La lecture fait froid dans le dos mais elle est fondamentalement instructive.

MURAMBI, LE LIVRE DES OSSEMENTS

De Boubacar Boris Diop
(Zulma, 272 p., 18,30 €)
